

RCS : NIORT  
Code greffe : 7901

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NIORT atteste l'exactitude des informations transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2011 B 00640  
Numéro SIREN : 352 657 993  
Nom ou dénomination : GROUPE Y NANTES ATLANTIQUE

Ce dépôt a été enregistré le 09/10/2018 sous le numéro de dépôt 11911

**Greffé du tribunal de commerce de NIORT**

18 RUE MARCEL PAUL  
BP 8818  
79028 NIORT CEDEX 9  
Tél : 0549791440  
Fax : 0549736658  
www.infogreffé.fr

**ACTY**  
CS 18421  
53 Rue des Marais  
79024 NIORT CEDEX 9

Nos références : / CLEM

NIORT, le 09 Octobre 2018

**RECEPISSE DE DEPOT**

*(Articles R. 123-102 du code de commerce et le cas échéant, R. 123-112 à R. 123-119 du code de commerce)*

*Numéro d'identification :* 352 657 993  
*Numéro de gestion :* 2011 B 00640  
*Forme juridique :* Société par actions simplifiée  
*Dénomination :* GROUPE Y NANTES ATLANTIQUE  
*Adresse :* 53, RUE des Marais  
79000 NIORT

Le greffier soussigné constate avoir reçu en dépôt l'(les) acte(s) ou la(les) pièce(s) ci-après :

*Numéro du dépôt:* 11911  
*Date du dépôt:* 09/10/2018

- *Acte en date du : 30/09/2018*  
Procès-verbal d'assemblée  
*Décision:* Augmentation du capital social  
*Décision:* Changement de la dénomination sociale  
*Décision:* Modification(s) statutaire(s)
- *Acte en date du : 30/09/2018*  
Statuts mis à jour

Le Greffier,



## GROUPE Y BOULLIER

Société par actions simplifiée au capital de 117 691 €

Siège social : 53 rue des Marais  
79000 NIORT

352 657 993 RCS NIORT

---

### PROCES VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIEE UNIQUE DU 30 SEPTEMBRE 2018

---

L'an deux mille dix huit, le trente septembre, à onze heures,

La société GROUPE Y MANAGEMENT, société anonyme au capital de 2 880 280 €, dont le siège est 53 rue des Marais – 79000 NIORT, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 443 755 483 RCS NIORT, représentée par son Président Directeur Général, Monsieur Emmanuel BOQUIEN,

Associée unique de la société GROUPE Y BOULLIER,  
tenant compte de la restitution des prêts d'actions,

Constatant l'absence de la société EXPRES, Commissaire aux comptes régulièrement convoquée,

#### A pris les décisions suivantes :

- **Rapport du Président,**
- **Rapport du Commissaire aux apports,**
- **Approbation du projet de fusion prévoyant l'absorption de la société JS CONSULTANTS par la société GROUPE Y BOULLIER ; Approbation des apports, de leur évaluation et de leur rémunération,**
- **Augmentation du capital social d'une somme de 306 659 € par l'émission de 13 333 actions de 23 € chacune ; Affectation de la prime de fusion,**
- **Modification de la dénomination sociale,**
- **Modifications corrélatives des statuts,**
- **Autorisation donnée au Président de signer la déclaration de conformité prévue par l'article L. 236-6 du Code de commerce,**
- **Questions diverses,**
- **Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités.**

**Olivier TELLET**  
Agent des Finances Publiques



## **PREMIERE DECISION**

L'Associée unique, après avoir pris connaissance,

- du Projet de Fusion, signé le 27 juillet 2018 avec la société JS CONSULTANTS, société par actions simplifiée au capital de 400 000 €, dont le siège social est 53 rue des Marais – 79000 NIORT, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 422 177 709 RCS NIORT, aux termes duquel la société JS CONSULTANTS fait apport à titre de fusion à la société GROUPE Y BOULLIER de la totalité de son patrimoine, actif et passif,
- du certificat de dépôt du Projet de Fusion au greffe du Tribunal de commerce de NIORT en date du 3 août 2018,
- des avis du Projet de Fusion publiés au BODACC en date du 7 août 2018 pour les sociétés JS CONSULTANTS et GROUPE Y BOULLIER,
- du rapport du Président,
- du rapport de la société HSF AUDIT - 1 rue Louis Proust – Pôle République 3 – 86000 POITIERS représentée par Monsieur Laurent MORILLON, Commissaire aux apports, établi conformément aux dispositions de l'article L. 236-10 du Code de commerce,

et prenant acte de l'approbation par décisions de l'Associée unique de la société JS CONSULTANTS, ce jour, de la présente fusion,

Décide :

1. d'approuver dans toutes ses dispositions ledit Projet de fusion, sous réserve de l'approbation de l'évaluation de ces apports ;
2. d'approuver l'apport du patrimoine de la Société absorbée ainsi que l'évaluation qui en a été faite ; la valeur nette du patrimoine ainsi transmis à la Société s'élevant à 853 916 € ;
3. d'approuver la rémunération de la fusion selon un rapport d'échange de 10 actions de la société GROUPE Y BOULLIER pour 3 actions de la société JS CONSULTANTS, défini dans le traité de fusion, et l'augmentation de capital qui en résulte telle que visée ci-après ;

Constate que la fusion de la Société avec la société JS CONSULTANTS est définitive et aura un effet rétroactif au 1<sup>er</sup> octobre 2017 conformément à l'instruction du 3 août 2000 (instr. 4 I-2-00) (BOFIP BOI-IS-FUS-40 et suivants) et aux dispositions de l'article L.236-4 du Code de Commerce.

## **DEUXIEME DECISION**

L'Associée unique, en conséquence de la première décision, décide d'augmenter le capital de la Société d'une somme de TROIS CENT SIX MILLE SIX CENT CINQUANTE NEUF EUROS (306 659 €), pour le porter de CENT DIX SEPT MILLE SIX CENT QUATRE VINGT ONZE EUROS (117 691 €) à QUATRE CENT VINGT QUATRE MILLE TROIS CENT CINQUANTE EUROS (424 350 €), par création de TREIZE MILLE TROIS CENT TRENTE TROIS (13 333) actions nouvelles d'une valeur nominale de 23 € chacune, qui seront directement attribuées à la société GROUPE Y MANAGEMENT, en contrepartie de l'annulation des 4 000 actions de la société JS CONSULTANTS par voie de fusion.



Les actions nouvelles de la société GROUPE Y BOULLIER porteront jouissance à compter de ce jour et seront complètement assimilées aux autres actions composant le capital social de la société GROUPE Y BOULLIER.

L'Associée unique décide que la différence entre la valeur nette des biens apportés, soit HUIT CENT CINQUANTE TROIS MILLE NEUF CENT SEIZE EUROS (853 916 €), et la valeur nominale globale des actions créées par la société GROUPE Y BOULLIER en rémunération de cet apport au titre de l'augmentation de capital susvisée, soit TROIS CENT SIX MILLE SIX CENT CINQUANTE NEUF EUROS (306 659 €), soit la somme de CINQ CENT QUARANTE SEPT MILLE DEUX CENT CINQUANTE SEPT EUROS (547 257 €) sera inscrite au passif du bilan à un compte intitulé "Prime de fusion" sur lequel porteront les droits des associés anciens et nouveaux de la société GROUPE Y BOULLIER.

### **TROISIEME DECISION**

L'Associée unique constate, en conséquence des décisions précédentes, que la fusion opérant transmission universelle du patrimoine de la société JS CONSULTANTS au profit de notre Société ainsi que l'augmentation de capital résultant de cet apport-fusion et la dissolution sans liquidation, conformément aux dispositions de l'article L.236-3 du Code de Commerce, de la société JS CONSULTANTS se trouvent définitivement réalisées,

étant précisé que cette fusion prendra effet fiscalement et comptablement au 1<sup>er</sup> octobre 2017 de sorte que les résultats de toutes les opérations réalisées par la société JS CONSULTANTS depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2017 et jusqu'à ce jour seront réputées réalisées, selon le cas, au profit ou à la charge de la société GROUPE Y BOULLIER et considérées comme accomplies par la société GROUPE Y BOULLIER depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2017.

### **QUATRIEME DECISION**

L'Associée unique décide, comme conséquence de l'augmentation de capital, de modifier les articles 6 et 8 des statuts qui seront désormais rédigés comme suit :

#### **Article 6 - Apports - Formation du capital**

Il est rajouté l'alinéa suivant :

Aux termes d'une décision de l'Associée unique en date du 30 septembre 2018, le capital a été augmenté d'une somme de 306 659 € par l'émission de 13 333 actions nouvelles en rémunération de la fusion-absorption de la société JS CONSULTANTS, pour être porté de 117 691 € à 424 350 €.

#### **Article 8 - Capital social**

Le capital social est fixé à la somme de QUATRE CENT VINGT QUATRE MILLE TROIS CENT CINQUANTE EUROS (424 350 €).

Il est divisé en DIX HUIT MILLE QUATRE CENT CINQUANTE (18 450) actions d'une seule catégorie, d'un montant nominal de VINGT TROIS EUROS (23 €) intégralement libérées.



**CINQUIEME DECISION**

L'Associée unique donne tous pouvoirs à Monsieur Emmanuel BOQUIEN, Président, à l'effet de signer la déclaration de conformité prévue à l'article L. 236-6 du Code de commerce.

**SIXIEME DECISION**

L'Associée unique, après avoir entendu la lecture du rapport du Président, décide qu'à compter de ce jour, la dénomination sociale sera GROUPE Y NANTES ATLANTIQUE au lieu de GROUPE Y BOULLIER.

**ARTICLE 3 – Dénomination sociale**

La dénomination de la Société est : **GROUPE Y NANTES ATLANTIQUE**

Le reste de l'article demeure inchangé.

**SEPTIEME DECISION**

L'Associée unique confère tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie, ou d'un extrait du présent procès-verbal pour effectuer tous dépôts, formalités et publications nécessaires.

De tout ce que dessus, l'Associée unique a dressé et signé le présent procès-verbal.



---

**Pour la société GROUPE Y MANAGEMENT**  
Emmanuel BOQUIEN

# **GROUPE Y NANTES ATLANTIQUE**

Société par actions simplifiée au capital de 424 350 €

Siège social : 53 rue des Marais  
79000 NIORT

352 657 993 RCS NIORT

---

---

## **STATUTS**

---

**MIS A JOUR EN DATE DU 30 SEPTEMBRE 2018**  
**A LA SUITE DE L'AUGMENTATION DE CAPITAL**  
**RELATIVE A LA FUSION-ABSORPTION DE LA SOCIETE JS CONSULTANTS**  
**ET DE LA MODIFICATION DE LA DENOMINATION SOCIALE**

*Pour copie certifiée conforme.*

Le Président,



---

**Emmanuel BOQUIEN**

### **Article 1<sup>er</sup> - Forme**

La société a été constituée sous la forme de société à responsabilité limitée aux termes d'un acte sous seing privé en date du 6 décembre 1989, enregistré à la Recette des Impôts de NANTES NORD EST le 12 décembre 1989, bordereau 629, case n° 2.

Elle a été transformée en société par actions simplifiée par décision unanime des associés réunis en assemblée générale extraordinaire le 26 juillet 2010.

Il existe donc entre les propriétaires des actions créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société par actions simplifiée régie par le livre II et le titre II du livre VIII du code de commerce, l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945, ainsi que par les présents statuts et les textes légaux et réglementaires qui lui seraient applicables ultérieurement.

### **Article 2 – Objet social**

La société a pour objet :

- l'exercice de la profession d'expert comptable dès son inscription au tableau de L'ordre des experts-comptables
- l'exercice de la profession de commissaire aux comptes dès son inscription sur la liste des commissaires aux comptes.

Elle peut réaliser toutes opérations qui se rapportent à cet objet social et qui sont compatibles avec celui-ci, dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires.

### **Article 3 – Dénomination sociale**

La dénomination de la société est : **GROUPE Y NANTES ATLANTIQUE**

La société sera inscrite au Tableau de l'Ordre des experts-comptables ainsi sur la liste des commissaires aux comptes, sous sa dénomination sociale.

Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots « société par actions simplifiée » ou des lettres S.A.S. et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention « société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes » et de l'indication du tableau de la circonscription de l'Ordre des experts-comptables sur lequel la société est inscrite, et de la Compagnie régionale des commissaires aux comptes auprès de laquelle la société est inscrite.

**Article 4 - Siège social**

Le siège social est fixé au : **53 rue des Marais – 79000 NIORT**

Il pourra être transféré en tout endroit du même département ou d'un département limitrophe, par simple décision du président, qui, dans ce cas, est autorisé à modifier en conséquence les statuts de la société, sous réserve de ratification par la prochaine décision de la collectivité des associés, et, partout ailleurs en France, en vertu d'une délibération de la collectivité des associés.

**Article 5 - Durée**

La durée de la société reste fixée à quatre-vingt dix-neuf (99) années à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, savoir le 12 décembre 1989, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

**Article 6 - Apports - Formation du capital**

Lors de la constitution de la société, il a été fait un apport de 50 000 Francs, représentant des apports en numéraire.

Aux termes d'une décision de l'associé unique en date du 27 mars 2000, le capital a été augmenté d'une somme de 411 967,75 Francs par incorporation de réserves et converti en Euros, le portant ainsi à 75 000 €.

Aux termes d'une décision de l'associé unique en date du 21 mars 2002, le capital a été augmenté d'une somme de 40 000 € par incorporation de réserves, le portant ainsi à 115 000 €.

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire du 26 juillet 2010 statuant sur l'absorption de la société BM AUDIT et la transformation en SAS, le capital a été successivement augmenté d'une somme de 59 041 € pour rémunérer l'apport effectué par l'absorbée puis réduit de 56 350 € suite à l'annulation des actions auto détenues apportées par la société BM AUDIT. A l'issue de ces deux opérations, il s'établissait ainsi à 117 691 €. La même assemblée ayant procédé à la division du nominal par dix, le capital est donc divisé en 5 117 actions de 23 €.

Aux termes d'une décision de l'Associée unique en date du 30 septembre 2018, le capital a été augmenté d'une somme de 306 659 € par l'émission de 13 333 actions nouvelles en rémunération de la fusion-absorption de la société JS CONSULTANTS, pour être porté de 117 691 € à 424 350 €.

**Article 7 - Avantages particuliers**

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier.

**Article 8 - Capital social**

Le capital social est fixé à la somme de QUATRE CENT VINGT QUATRE MILLE TROIS CENT CINQUANTE EUROS (424 350 €).

Il est divisé en DIX HUIT MILLE QUATRE CENT CINQUANTE (18 450) actions d'une seule catégorie, d'un montant nominal de VINGT TROIS EUROS (23 €) intégralement libérées.

La société communique annuellement aux conseils régionaux de l'Ordre des experts comptables dont elle relève la liste de ses associés ainsi que toute modification apportée à cette liste. (*Ord., art. 7,1,6°*)

En cas de retrait ou d'entrée d'associés, de membres des organes de gestion, de direction, d'administration ou de surveillance, la société est tenue de demander à la commission régionale d'inscription dont elle relève la modification correspondante de son inscription sur la liste des commissaires aux comptes.

#### **Article 9 – Modifications du capital social**

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti conformément aux lois et règlements en vigueur.

La collectivité des associés, délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires sur le rapport du président, est seul compétente pour décider d'augmenter, de réduire ou d'amortir le capital.

Dans tous les cas, la réalisation d'opérations sur le capital doit respecter les règles de détention des actions au profit des professionnels experts-comptables ou commissaires aux comptes.

#### **Article 10 – Libération des actions**

En cas d'augmentation de capital, les actions souscrites en numéraire sont obligatoirement libérées, lors de la souscription, du quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir, en une ou plusieurs fois, sur appel du président, dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque associé.

A défaut par les associés d'effectuer à leur échéance, les versements exigibles, ils sont passibles, sans qu'il soit besoin de mise en demeure, d'un intérêt de retard fixé par le président en fonction des taux couramment pratiqués sur le marché, à compter du jour de l'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

#### **Article 11 – Droits et obligations attachés aux actions**

1) Chaque action, en l'absence de catégories d'actions, donne droit dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par un mandataire, choisi parmi les autres associés. A chaque action est attachée une seule voix. Les droits de vote de chaque associé sont proportionnels au nombre d'actions qu'il détient dans le capital.

Chaque action donne, en outre, le droit d'être informé sur la marche de la société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

**2)** Les associés ne sont tenus du passif social et ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.

Les professionnels actionnaires assument dans tous les cas la responsabilité de leurs travaux et activités. La responsabilité propre de la société laisse subsister la responsabilité personnelle de chaque professionnel en raison des travaux qu'il exécute lui-même pour le compte de la société.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent la propriété du titre.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de la collectivité des associés.

**3)** Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre auront à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

#### **Article 12 – Forme, négociabilité, indivisibilité et démembrement des actions**

**1)** Les actions sont nominatives ; elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la société au nom de l'associé dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

**2)** Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés ou après la réalisation définitive de l'augmentation de capital si elles résultent d'une augmentation de capital.

La cession des actions s'opère par ordre de mouvement signé par le cédant ou son mandataire et accompagné le cas échéant des pièces justificatives.

Dans le cas où les actions ne sont pas intégralement libérées, l'ordre de mouvement doit porter l'acceptation signée par le cessionnaire ou son mandataire.

Tous les frais résultant du transfert sont à la charge du cessionnaire.

**3)** Les actions sont indivisibles à l'égard de la société ; tous les copropriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire unique désigné d'accord entre eux ou à défaut en justice à la requête du copropriétaire le plus diligent.

**4)** L'usufruitier et le nu-propiétaire d'actions ont le droit de participer à toutes les décisions de la collectivité des associés. Toutefois, le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les décisions collectives ordinaires et au nu-propiétaire dans les décisions collectives extraordinaires. Cependant, les actionnaires peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux assemblées générales. La convention est notifiée par lettre recommandée à la société qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute assemblée qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de cette lettre.

5) Le bailleur et le locataire d'actions ont le droit de participer à toutes les décisions de la collectivité des associés. Toutefois, le droit de vote appartient au bailleur lorsqu'il s'agit de modifier les statuts ou de changer la nationalité de la société et au locataire pour toutes les autres décisions de la collectivité des associés. Pour l'exercice des autres droits attachés à l'action, le bailleur est assimilé au nu-propriétaire et le locataire à l'usufruitier.

### **Article 13 - Transmission des actions**

Toute cession d'actions ayant pour effet l'admission d'un nouvel associé est subordonnée à l'agrément résultant d'une décision extraordinaire de la collectivité des associés.

Par cession il faut entendre toute décision ou toute opération, à titre onéreux ou à titre gratuit, emportant transfert ou démembrement de propriété, y compris par l'effet d'une transmission universelle de patrimoine ou d'une adjudication publique en vertu d'une ordonnance de justice ou autrement. Sont aussi considérées comme des cessions, pour l'application des présentes stipulations, la location et le crédit-bail d'actions.

La demande d'agrément indique les nom, prénoms ou dénomination sociale, adresse du domicile ou du siège et forme juridique du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est projetée et, le cas échéant, le prix offert. Elle est notifiée à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le refus d'agrément est notifié au demandeur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par exploit d'huissier. L'agrément peut aussi résulter du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la date portée sur l'avis de réception de la lettre recommandée emportant demande d'agrément.

Si la société n'agrée pas le cessionnaire proposé, le président est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification de la date portée sur l'avis de réception de la lettre recommandée emportant refus d'agrément, de faire acquérir les actions soit par un associé ou par un tiers, dûment agréé, soit, avec le consentement du cédant, par la société en vue d'une réduction de capital.

Si, à l'expiration de ce délai, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la société. L'achat ne peut être considéré comme n'étant pas réalisé du seul fait que les actions n'ont pas été inscrites au compte de l'acheteur.

A défaut d'accord entre les parties sur le prix des actions cédées, celui-ci est fixé par expert, selon les modalités définies à l'article 1843-4 du code civil. Les honoraires de l'expert et les frais d'expertise sont à la charge du cédant.

En cas de refus d'agrément, le cédant peut, à tout moment, renoncer à la cession, même après la fixation du prix par expert.

De même est soumise à agrément, dans les mêmes conditions, toute cession de valeurs mobilières, de droits préférentiels de souscription, de droits d'attribution et de tous autres droits négociables émis par la société.

#### **Article 14 – Cessation d’activité d’un professionnel associé**

Le professionnel associé qui cesse d’être inscrit au tableau de l’ordre des experts comptables interrompt toute activité d’expertise comptable au nom de la société à compter de la date à laquelle il cesse d’être inscrit.

Le professionnel associé qui cesse d’être inscrit sur la liste des commissaires aux comptes interrompt toute activité de commissariat aux comptes au nom de la société à compter de la date à laquelle il cesse d’être inscrit.

Lorsque la cessation d’activité du professionnel associé, sa radiation ou son omission de la liste des commissaires aux comptes a pour effet d’abaisser la part du capital social détenue par des commissaires aux comptes au-dessous des quotités légales, il dispose d’un délai de six mois à compter du jour où il cesse d’être inscrit sur la liste des commissaires aux comptes, pour céder la partie de ses actions permettant à la société de respecter ces quotités.

Lorsque la cessation d’activité du professionnel associé, pour quelque cause que ce soit, sa radiation ou son omission du tableau de l’ordre des experts-comptables a pour effet d’abaisser la part du capital social détenue par des experts comptables au-dessous des quotités légales, la société saisit le conseil régional de l’Ordre dont elle relève afin que celui-ci lui accorde un délai en vue de régulariser sa situation.

Au cas où les stipulations de l’un ou l’autre des deux alinéas précédents ne sont plus respectées, l’associé est exclu de la société, ses actions étant, dans un délai de trois mois suivant l’expiration du plus court des délais mentionnés aux deux alinéas précédents, rachetées soit par toute personne désignée par la société, soit par celle-ci. Dans ce dernier cas, elles sont annulées. A défaut d’accord amiable sur le prix, celui-ci est fixé dans les conditions visées à l’article 1843-4 du Code civil.

Toutefois, en cas de décès d’un professionnel commissaire aux comptes n’ayant pas la qualité d’expert-comptable, ses ayants droit disposent d’un délai de deux ans pour céder leurs actions à un autre professionnel commissaire aux comptes.

#### **Article 15 – Président**

La société est représentée à l’égard des tiers par un président, personne physique ou morale, qui est choisi parmi les associés experts-comptables et commissaires aux comptes.

Le président est nommé et peut être révoqué à tout moment par une décision ordinaire de la collectivité des associés. Il peut être révoqué sans indemnité, ni préavis, ni précision de motifs et sans que sa révocation soit portée à l’ordre du jour. Toutefois, il doit être invité à présenter ses observations avant que la collectivité des associés ne statue sur sa révocation.

Le président est nommé pour une durée déterminée précisée dans l’acte de nomination. A défaut, il est désigné pour la durée de la société. La collectivité des associés fixe sa rémunération.

Dans les rapports avec les tiers, le président représente la société et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Les stipulations des présents statuts limitant les pouvoirs du président sont inopposables aux tiers.

Le président ne peut agir à l’égard des tiers que dans les limites de l’objet social. Toutefois, la société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l’objet social, à moins qu’elle ne prouve que le tiers savait que l’acte dépassait cet objet ou qu’il ne pouvait l’ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le président dirige et administre la société.

Le président peut consentir à tout mandataire de son choix toute délégation de pouvoirs qu'il juge nécessaire, dans la limite des pouvoirs qu'il tient de la loi et des présents statuts.

#### **Article 16 – Directeurs généraux**

Sur la proposition du président, la collectivité des associés peut nommer un ou plusieurs directeurs généraux, choisis parmi les experts-comptables et commissaires aux comptes associés et chargés d'assister le président.

Tout directeur général est révocable à tout moment par la collectivité des associés, sur la proposition du président. Il peut être révoqué sans indemnité, ni préavis, ni précision de motifs et sans que sa révocation soit portée à l'ordre du jour. Toutefois, il doit être invité à présenter ses observations avant que la collectivité des associés ne statue sur sa révocation. En cas de démission ou de révocation du président, il conserve ses fonctions et ses attributions jusqu'à la nomination du nouveau président.

Sur proposition du président, la collectivité des associés détermine l'étendue et la durée des pouvoirs de chaque directeur général. A défaut, il est désigné pour la durée des fonctions du président restant à courir et exerce concurremment avec le président, les mêmes pouvoirs que celui-ci. La collectivité des associés fixe la rémunération de chaque directeur général.

Les stipulations des quatrième et cinquième alinéas de l'article 15 des présents statuts sont applicables au directeur général auquel il a été conféré à celui-ci le pouvoir de représenter la société à l'égard des tiers.

#### **Article 17 – Conventions interdites**

A peine de nullité du contrat, il est interdit au président et aux directeur généraux de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

La même interdiction s'applique aux conjoints, ascendants et descendants des personnes ci-dessus ainsi qu'à toute personne interposée.

#### **Article 18 – Conventions soumises à approbation**

Est soumise à l'approbation de la collectivité des associés toute convention intervenue, directement ou par personne interposée entre la société, son président, l'un de ses directeurs généraux ou l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce.

Cette convention doit être portée à la connaissance du commissaire aux comptes dans le délai d'un mois du jour de sa conclusion. Le commissaire aux comptes établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé. La collectivité des associés statue sur ce rapport en même temps que sur les comptes sociaux du même exercice. Toutefois, lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention de la convention au registre des décisions.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, sauf à la personne intéressée et, le cas échéant, au président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

En application des dispositions de l'article L. 227-11 du Code de commerce, en cas de pluralité d'associés, toute convention même portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales – à moins qu'elle ne soit significative pour aucune des parties en raisons de son objet ou de ses implications financières – doit être communiquée au commissaire aux comptes par le président. Tout associé a le droit d'en obtenir communication.

#### **Article 19 - Conventions courantes**

Les stipulations de l'article 18 des présents statuts ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Toutefois, ces conventions doivent être communiquées par l'intéressé au président et commissaire aux comptes, sauf lorsqu'en raison de leur objet ou de leurs implications financières, elles ne sont significatives pour aucune des parties. Tout associé a le droit d'en obtenir communication en s'adressant au président.

#### **Article 20 – Commissaires aux comptes**

La nomination d'un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires est obligatoire dans les cas prévus par la loi et les règlements. Elle est facultative dans les autres cas.

Un ou plusieurs commissaires aux comptes suppléants appelés à remplacer le ou les titulaires en cas de refus, d'empêchement, de démission ou de décès, sont nommés en même temps que le ou les titulaires pour la même durée.

Les commissaires aux comptes sont nommés pour six exercices sociaux ; leurs fonctions expirent à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des associés appelée à statuer sur les comptes du sixième exercice social.

Les commissaires aux comptes exercent leur mission de contrôle conformément à la loi. Ils ont notamment pour mission permanente de vérifier les valeurs et les documents comptables de la société, de contrôler la régularité et la sincérité des comptes sociaux et d'en rendre compte à la société. Ils ne doivent en aucun cas s'immiscer dans la gestion de la société.

Les commissaires aux comptes sont invités à participer à toute consultation de la collectivité des associés.

#### **Article 21 – Modalités de la consultation des associés**

Le président sollicite toute décision collective sur un ordre du jour qu'il fixe.

Les décisions collectives sont prises par consultation écrite ou en assemblée, au choix du président.

Lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés par la loi ou les présents statuts. Dans ce cas, ses décisions sont répertoriées dans un registre.

Tout associé a le droit d'obtenir, avant toute décision, communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la société.

En cas de consultation écrite, le président adresse à chacun des associés, en même temps que le texte des projets de résolution, tous documents d'information nécessaires à la prise des décisions sollicitées. A cet effet, il peut utiliser tous procédés de communication écrite. L'associé consulté répond dans un délai de huit jours à compter de la réception de la demande de consultation, en ayant recours à tous procédés de communication écrite. Son défaut de réponse dans le délai de huit jours équivaut à un rejet des projets de résolution. Le commissaire aux comptes est destinataire, en même temps que les associés, d'une copie des projets de résolution soumis à la collectivité des associés et des documents d'information à eux adressés. Il est tenu informé par le président des décisions prises par la collectivité des associés à l'issue de la consultation.

En cas de décisions prises en assemblée, le président adresse celle-ci aux associés par tout procédé de communication écrite huit jours au moins avant la date fixée pour la réunion. Les convocations comportent l'indication du jour, de l'heure et du lieu ainsi que l'ordre du jour de la réunion. La réunion peut être organisée par visioconférence ou par conférence téléphonique. Dans le cas où tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

L'assemblée est présidée par le président, qui est habilité à certifier conformes les procès-verbaux des assemblées et peut déléguer ce pouvoir. A défaut, l'assemblée élit son président.

#### **Article 22 – Décisions collectives**

Les décisions de la collectivité des associés sont ordinaires ou extraordinaires.

Les décisions ordinaires sont adoptées à la majorité simple des voix attachées aux actions composant le capital social.

Constituent des décisions ordinaires les décisions suivantes :

- nomination et révocation du président et des directeurs généraux,
- nomination et renouvellement des commissaires aux comptes,
- approbation des comptes et répartition du résultat,
- approbation des conventions conclues entre la société et son président, ses directeurs généraux ou ses associés.

Les décisions extraordinaires sont adoptées à la majorité des deux tiers des voix attachées aux actions composant le capital social.

Constituent des décisions extraordinaires les décisions suivantes :

- augmentation, réduction et amortissement du capital social,
- fusion, scission ou apport partiel d'actif soumis au régime des scissions,
- dissolution, prorogation, transformation de la société,
- toute autre modification des statuts, à l'exception du transfert du siège social dans le même département ou dans un département limitrophe, pour lequel la ratification par une décision de la collectivité des associés est simplement exigée en vertu de l'article 4 des présents statuts,
- agrément d'un nouvel associé.

Toute autre décision relève de la compétence du président.

### **Article 23 – Procès-verbaux**

Lors de chaque assemblée, est tenue une feuille de présence, et il est dressé un procès-verbal de la réunion, signé par le président de séance et au moins par un associé présent.

Le procès-verbal indique la date et le lieu de la réunion, les nom, prénom et qualité du président de séance, les noms et prénoms des associés présents ou représentés avec l'indication du nombre d'actions détenues par chacun d'eux et les conditions d'exercice de leur droit de vote, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, les textes des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

Pour chaque consultation écrite, celui qui a sollicité la consultation consigne le résultat de celle-ci dans un procès-verbal, qu'il signe et auquel est annexée la réponse de chaque associé.

Les procès-verbaux sont établis ou reportés sur des registres spéciaux tenus conformément aux dispositions légales en vigueur, à la diligence du président de la société.

Les copies ou extraits des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par le président de la société. Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

### **Article 24 - Exercice social**

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1<sup>er</sup> octobre et finit le 30 septembre de l'année suivante.

### **Article 25 – Inventaire et comptes annuels**

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Le président établit le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

### **Article 26 - Affectation des résultats et répartition des bénéfices**

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

Le bénéfice disponible est à la disposition de la collectivité des associés qui, sur la proposition du président, peut, en tout ou partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividendes.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

### **Article 27 – Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social**

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de solliciter une décision de la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés par actions et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

### **Article 28 – Transformation, prorogation, dissolution et liquidation de la société**

**1)** La société pourra se transformer en société de toute autre forme, conformément aux règles résultant de la législation alors en vigueur.

La transformation régulière de la société n'entraîne pas la création d'un être moral nouveau.

**2)** Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le président doit solliciter une décision de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour la modification des statuts, si la société doit être prorogée.

**3)** A l'expiration du terme fixé par la société ou en cas de dissolution anticipée, la collectivité des associés règle les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, l'expiration de la société ou sa dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique personne morale, sans qu'il y ait lieu à liquidation, sous réserve du droit d'opposition des créanciers sociaux.

**Article 29 - Contestations**

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou lors de sa liquidation soit entre la société et les actionnaires ou les administrateurs, soit entre les actionnaires eux-mêmes, concernant les affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

---

Statuts d'origine signés en date à NANTES du 6 décembre 1989  
enregistrés à la Recette des Impôts de NANTES NORD le 12 décembre 1989, bordereau 629, case n° 2